

ENCADRÉ 9.4 LES NOUVELLES DONNÉES SUR LA NUTRITION DOIVENT APPORTER PLUS DE CLARTÉ, ET NON DE LA CONFUSION : LE CAS DU MALI

YVES MARTIN-PRÉVEL ET PATRICK EOZÉNOU

Le Mali a-t-il enregistré des avancées en matière de réduction des taux de retard de croissance ces sept dernières années ? L'enquête démographique et de santé (EDS) de 2012-2013 a évalué à 38,3 % le taux de retard de croissance des enfants de moins de 5 ans, contre 38,5 % dans l'EDS de 2006. Ces chiffres sont d'autant plus inquiétants que la dernière EDS n'a pas pu couvrir les régions plus vulnérables du Nord. L'absence de progrès sur le plan de la réduction des retards de croissance concorde avec le ralentissement économique imputable à une sécheresse et une chute des cours internationaux du coton en 2011, au coup d'État de 2012 (Nossiter, 2012), et à la guerre qui s'en est suivie, laquelle a engendré, au plus fort de la crise, un demi-million de personnes déplacées à l'intérieur du pays et des réfugiés (OCHA, 2015).

Mais la situation n'est pas tout à fait claire et peut être moins sombre. D'autres enquêtes ont suivi l'EDS de 2006 : une enquête en grappes à indicateurs multiples (EGIM) réalisée en 2010, et deux enquêtes (SMART) de suivi et évaluation normalisés des secours et de la transitions menées en 2011 et 2012, avec une troisième enquête SMART

réalisée en 2013, après l'EDS de 2012-2013. Ces exercices décrivent des situations différentes et tendent à montrer une baisse constante de la prévalence du retard de croissance à partir de 2001 (cf. figure ci-dessous). Ce scénario concorde avec la tendance à la baisse des chiffres sur la pauvreté entre 1994 et 2010 (Banque mondiale, 2013).

Les enquêtes SMART de 2012 et 2013 et l'EDS de 2012-2013 ne sont pas représentatives au niveau national et ne sont donc pas tout à fait comparables.¹ Par ailleurs, les enquêtes EGIM 2010 et SMART 2011 ne sont pas encore validées au niveau international et sont donc exclues des estimations du Programme conjoint UNICEF/OMS/Banque mondiale sur la malnutrition (d'où les traits discontinus dans la figure). Néanmoins, toutes ces estimations sont accessibles au public et représentent deux visions contradictoires des progrès. Au regard de ces divergences, comment l'État malien et ses partenaires au développement entendent-ils améliorer la nutrition ?

La situation confuse du Mali n'est pas un cas isolé (cf., Encadré 9.3 sur l'Inde). L'expérience malienne montre qu'une révolution sur le front des données ne signifie

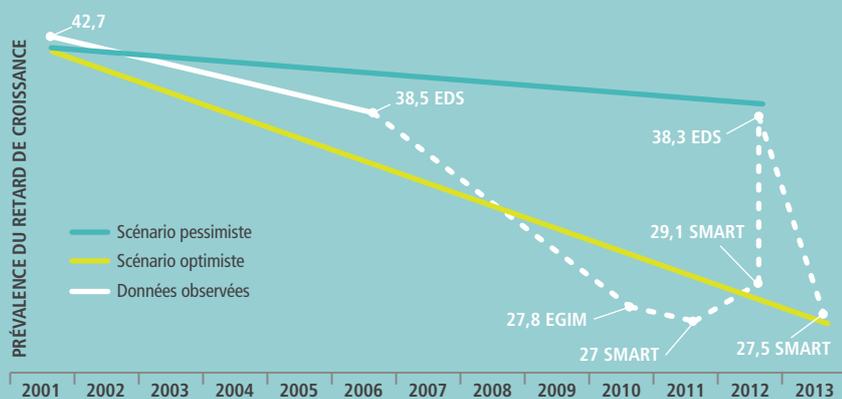
pas toujours la collecte d'un plus grand nombre de données. Au contraire, dans ce cas, cela signifie que l'accent doit être mis sur la collecte d'une série chronologique comparable, tous les deux à trois ans. À court terme et de façon ponctuelle, différentes enquêtes pourraient être rendues plus comparables. Cet effort exige l'accès aux données brutes et la transparence des méthodes utilisées. Il faudra du temps et des ressources, et rien ne garantit que l'effort permettra de rendre les données suffisamment comparables.

À moyen à long terme, il existe au moins trois façons non exclusives de renforcer la crédibilité de la collecte des données et de générer des séries chronologiques plus comparables :

- Soutenir les plans stratégiques des pays sur la collecte des données et la surveillance nutritionnelle. Les bailleurs de fonds devraient aligner leurs propres exigences de rapports sur les objectifs des États.
- Amener l'équipe inter-agence qui produit les estimations conjointes sur la malnutrition infantile à valider les résultats de l'enquête. Ce groupe d'experts devrait être renforcé et soutenu financièrement à cet effet.
- Définir une liste de contrôle internationalement reconnue des critères techniques à respecter pour garantir la qualité des données des enquêtes sur la nutrition et sur laquelle toutes les enquêtes doivent s'appuyer. La liste de contrôle de STROBE propose un tel modèle (Vandenbroucke et coll., 2007).

Une révolution des données nutritionnelles s'impose, mais elle doit mettre l'accent sur des données comparables au fil du temps pour éclairer, et non ensevelir, les voies vers une nutrition améliorée.

PRÉVALENCE DU RETARD DE CROISSANCE DANS DIVERSES ENQUÊTES NUTRITIONNELLES AU MALI



Source : Auteurs de cet encadré.



2015

**NUTRITION
MONDIALE**
RAPPORT

**MESURES ET
REDEVABILITÉ**
EN VUE D'ACCÉLÉRER
LES PROGRÈS MONDIAUX
EN MATIÈRE DE NUTRITION
ET DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ce rapport a été rédigé par un groupe d'experts indépendants (GEI) choisi par le Groupe des parties prenantes pour le rapport sur la nutrition mondiale. Sa rédaction est le fruit d'un effort collectif des membres du GEI, secondés par d'autres analystes et rédacteurs. La liste ci-après cite l'ensemble des personnes ayant contribué à la rédaction de ce rapport :

Lawrence Haddad (co-président), Institut international de recherche sur les politiques alimentaires, Washington, DC ; **Corinna Hawkes** (co-présidente), indépendante, Royaume-Uni ; **Emorn Udomkesmalee** (co-présidente), Université de Mahidol, Bangkok, Thaïlande ; **Endang Achadi**, Université d'Indonésie, Jakarta ; **Arti Ahuja**, Women and Child Development, Odisha Inde ; **Mohamed Ag Bendeck**, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, Rome ; **Komal Bhatia**, Institute of Development Studies, Brighton, Royaume-Uni ; **Zulfiqar Bhutta**, Centre for Global Child Health, Toronto, et Centre of Excellence in Women and Child Health, Université Aga Khan, Karachi, Pakistan ; **Monika Blossner**, Organisation mondiale de la santé, Genève ; **Elaine Borghi**, Organisation mondiale de la santé, Genève ; **Kamilla Eriksen**, MRC Human Nutrition Research, Cambridge, Royaume-Uni ; **Jessica Fanzo**, Université Johns Hopkins, Baltimore ; **Patrizia Fracassi**, Secrétariat du Mouvement SUN (Renforcement de la nutrition), Genève ; **Laurence M. Grummer-Strawn**, Organisation mondiale de la santé, Genève ; **Elizabeth Kimani**, African Population and Health Research Centre, Nairobi, Kenya ; **Julia Krasevec**, UNICEF, New York, NY ; **Natasha Ledlie**, Institut international de recherche sur les politiques alimentaires, Washington, DC ; **Yves Martin-Prével**, Institut de recherche pour le développement, Marseille, France ; **Purnima Menon**, Institut international de recherche sur les politiques alimentaires, New Delhi ; **Eunice Nago Koukoubou**, Université d'Abomey-Calavi, Bénin ; **Holly Newby**, UNICEF, New York, NY ; **Rachel Nugent**, Université de Washington, Disease Control Priorities Network, Seattle, États-Unis ; **Stineke Oenema**, Interchurch Organization for Development Cooperation (ICCO) Alliance, Utrecht, Pays-Bas ; **Leonor Pacheco Santos**, Université de Brasilia, Brésil ; **Judith Randel**, Development Initiatives, Bristol, Royaume-Uni ; **Jennifer Requejo**, Partenariat pour la santé de la mère, du nouveau-né et de l'enfant, Organisation mondiale de la santé, Genève ; **Tara Shyam**, Institute of Development Studies, Brighton, Royaume-Uni ; **Boyd Swinburn**, Université d'Auckland, Nouvelle-Zélande.

Nous remercions **Rafael Flores-Ayala**, membre du GEI, Centers for Disease Control and Prevention, Atlanta, pour ses contributions.

Les principaux auteurs des différents chapitres et sections sont : *Chapitre 3* : **Jessica Fanzo**, Université Johns Hopkins, Baltimore et **Meghan Arakelian**, Université de Columbia, New York, NY. *Chapitre 6* : **Madeleine Thomson**, Institut international de recherches pour le climat et la société (IRI), de l'Earth Institute, Columbia University, New York, NY, avec l'assistance de **Jessica Fanzo**, Université Johns Hopkins, Baltimore, et **Tara Garnett**, Food Climate Research Institute Londres, Royaume-Uni. *Chapitre 7* : **Rachel Nugent**, **Carol Levin** et **Daniel Grafton**, Université de Washington, Disease Control Priorities Network, Seattle, États-Unis ; **Jessica Fanzo**, Université Johns Hopkins, Baltimore ; **Roseline Remans**, Université de Columbia, New York, NY ; et **C. Leigh Anderson**, Université de Washington, Seattle. Les personnes suivantes ont aussi contribué à des sections spécifiques de certains chapitres : *Chapitre 5* : « *Financements novateurs : sources et mobilisation* » : **Robert Hecht** et **Mary D'Alimonte**, Results for Development, Washington, DC, et **Meera Shekar**, Banque mondiale, Washington, DC. *Chapitre 5* : « *Nouvelles estimations du coût de l'intensification des actions de nutrition* » : **Meera Shekar**, **Julia Dayton Eberwein** et **Jakub Kakietek**, Banque mondiale, Washington, DC. *Chapitre 5* : « *Incidations basées sur les performances : peuvent-elles fonctionner pour la nutrition ?* » : **Jay Goulden**, indépendant, Lewes, Royaume-Uni. *Chapitre 5* : « *Leadership* » et *Chapitre 9* : « *Évaluer si les engagements ont été respectés* » : **Nicholas Nisbett**, Institute of Development Studies, Brighton, Royaume-Uni.

Les auteurs des encadrés de ce rapport sont : **Inka Barnett**, Institute of Development Studies, Brighton, Royaume-Uni ; **Emily Bielecki**, Université Cornell, Ithaca, États-Unis ; **Jessica Blankenship**, consultante indépendante, Nairobi, Kenya ; **Maurice A. Bloem**, Church World Service, New York, NY ; **Shelley Bowen**, ICF International, Atlanta, États-Unis ; **Dayna Brown**, CDA Collaborative Learning Projects, Washington, DC ; **Olivier De Schutter**, International Panel of Experts on Sustainable Food Systems, IPES-Food, Bruxelles ; **Damiano de Felice**, Access to Medicine Foundation, Amsterdam, Pays-Bas ; **Carmel Dolan**, Emergency Nutrition Network, Oxford, Royaume-Uni ; **Patrick Eozénu**, Banque mondiale, Washington, DC ; **Stuart Gillespie**, Institut international de recherche sur les politiques alimentaires, Washington, DC ; **Lola Gostelow**, Emergency Nutrition Network, Oxford, Royaume-Uni ; **Daniel Grafton**, Université de Washington, Disease Control Priorities Network, Seattle, États-Unis ; **Jere Haas**, Université Cornell, Ithaca, États-Unis ; **Lawrence Haddad**, Institut international de recherche sur les politiques alimentaires, Washington, DC ; **John Hoddinott**, Université Cornell, Ithaca, États-Unis ; **Johann Jerling**, Centre of Excellence for Nutrition, Vanderbijlpark, Afrique du Sud ; **Aparna John**, Institute of Development Studies, Brighton, Royaume-Uni ; **Andrew Kennedy**, Institut international de recherche sur les politiques alimentaires, Washington, DC ; **Tanya Khara**, Nutrition Works, Oxford, Royaume-Uni ; **Jef L. Leroy**, Institut international de recherche sur les politiques alimentaires, Washington, DC ; **Carol Levin**, Université de Washington, Disease Control Priorities Network, Seattle, États-Unis ; **Yves Martin-Prével**, Institut de recherche pour le développement, Marseille, France ; **Purnima Menon**, Institut international de recherche sur les politiques alimentaires, Washington, DC ; **Martha Mwangome**, KEMRI Wellcome Trust, Nairobi, Kenya ; **Rachel Nugent**, Université de Washington, Disease Control Priorities Network, Seattle, États-Unis ; **Hee Young Paik**, Université nationale de Séoul, Corée du Sud ; **Diana Parra**, Washington University, Saint Louis, États-Unis ; **Joy Phumaphi**, African Leaders Malaria Alliance, New York, NY ; **Ellen Piwoz**, Fondation Bill & Melinda Gates, Seattle, États-Unis ; **Kathleen M. Rasmussen**, Université Cornell, Ithaca, États-Unis ; **Melanie Renshaw**, African Leaders Malaria Alliance, New York, NY ; **Francis Roberts**, Save the Children, Londres, Royaume-Uni ; **Marie Rumsby**, Save the Children, Londres, Royaume-Uni ; **Jeremy Shoham**, Emergency Nutrition Network, Oxford, Royaume-Uni ; **Madeleine Thomson**, Institut international de recherches pour le climat et la société, de l'Earth Institute, Columbia University, New York, NY ; **Andrea Warren**, Institut international de recherche sur les politiques alimentaires, Washington, DC ; **Sivan Yosef**, Institut international de recherche sur les politiques alimentaires, Washington, DC.

Copyright © 2015 International Food Policy Research Institute. Tous droits réservés. Pour toute autorisation de reproduction, contacter la Division Gestion des communications et des connaissances à l'adresse suivante : ifpri-copyright@cgiar.org.

Citation suggérée : Institut international de recherche sur les politiques alimentaires. 2015. *Rapport 2015 sur la nutrition mondiale : mesures et redevabilité en vue d'accélérer les progrès mondiaux en matière de nutrition et de développement durable*. Washington, DC.

Toutes les opinions exprimées dans ce rapport n'engagent que les auteurs et ne reflètent pas nécessairement les opinions de l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires ou de toute autre organisation partenaire ayant contribué au *Rapport sur la nutrition mondiale*. Les frontières et les dénominations utilisées n'impliquent pas leur reconnaissance ou leur acceptation officielle par l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI).

Institut international de recherche sur les politiques alimentaires

2033 K Street, NW | Washington, DC 20006-1002 États-Unis | Téléphone : +1-202-862-5600 | www.ifpri.org

ISBN : 978-0-89629-884-2 | DOI : <http://dx.doi.org/10.2499/9780896298842>

CREDITS PHOTOS : p. 2, Associated Press ; p. 9, Panos/A. Traylor-Smith ; p. 27, Associated Press ; p. 39, Associated Press ; p. 58, E. Remsberg ; p. 75, IRRI ; p. 85, Panos/M. Ostergaard ; p. 97, Panos/J. Silberberg ; p. 107, IFPRI/J. Vivalo ; p. 120, Panos/S. Torfinn.

EDITEURS: Heidi Fritschel, Terra Carter, Pamela Stedman-Edwards et John Whitehead

CONCEPTION ET MISE EN PAGE : Julia Vivalo